

L'APRÈS-SCRUTIN

«Il faut un système plus majoritaire»

VINCENT ROCOUR

Mis en ligne le 22/05/2003

Pour le Moc, il est paradoxal de devoir marier les socialistes et les libéraux. «En temps de crise, il faut des choix clairs», estime son président, François Martou.

ENTRETIEN

Depuis 1997, le président du Mouvement ouvrier chrétien, François Martou, plaide pour la mise en place d'un gouvernement de centre-gauche où socialistes, écologistes et PSC/CDH se trouveraient sur le même banc. Ce sera pour une autre fois. Les électeurs ont remis les libéraux et les socialistes en selle... Son analyse.

Que pensez-vous de ces élections?

Durant la campagne, des choix ont été posés. Au PS, à Ecolo, au CDH, on a parlé des besoins collectifs, des investissements public. Nous, au Moc, on s'est retrouvé dans cette campagne. Beaucoup plus en tout cas qu'en 1999, quand seuls les libéraux avançaient un projet: la réforme fiscale. Mais maintenant que les élections sont passées, on ne voit plus très clair.

Pourquoi?

Tant au nord qu'au sud du pays, les électeurs ont fait émerger deux blocs qui ont une vision et un programme différents voire antagonistes. À cause du système électoral, ces deux blocs vont pourtant devoir gouverner ensemble. Mais comment vont-ils pouvoir s'entendre? On ne pourra pas en même temps diminuer les charges des entreprises, réduire les impôts, augmenter les allocations sociales, investir dans les chemins de fer... Les socialistes et les libéraux sont condamnés à faire une politique centriste. Ce n'est pas bon. Nous sommes dans une situation économique difficile. Les gens ont besoin de choix clairs. Voilà pourquoi, à mon avis, il faudrait introduire une dose de scrutin majoritaire dans notre système électoral. Comme en Italie, où le scrutin proportionnel était devenu intenable.

Il y a plusieurs types de système majoritaire...

Il ne faut sans doute pas adopter un système majoritaire pur et dur, à l'anglaise. Mais on pourrait s'inspirer du modèle français où les électeurs peuvent voter pour tous les partis au premier tour et pour les deux plus forts au second. Il faut en fait obliger les formations politiques à dire, à un moment, qui sont leurs alliés. Publiquement. Chez nous, cela ne se fait pas dans la transparence. On entend maintenant Louis Michel courtiser Joëlle Milquet. Je ne sais pas comment le CDH répondra à ces avances. Mais j'aurais préféré que Joëlle Milquet choisisse clairement pour Michel ou pour Di Rupo avant les élections, plutôt que d'apprendre que, demain, elle va peut-être voir l'un ou l'autre alors même que l'électeur ne lui a rien demandé.

Un scrutin majoritaire aurait pu donner dimanche une majorité absolue à la famille libérale...



Johanna de Tessières

C'est possible. Mais ce serait clair. Dans les années 30, le fascisme s'est développé parce que les démocraties occidentales ont été incapables de présenter des solutions concrètes à la crise. Les libéraux pensent que les problèmes des gens seraient résolus par une diminution du rôle de l'Etat et une augmentation de la concurrence. Je ne suis pas d'accord avec cela. Mais les électeurs ne pourront juger de l'efficacité de cette politique que si on la fait fonctionner réellement. La pire des choses, c'est de ne pas pouvoir faire des choix, d'avoir des compromis qui placent les gouvernements au centre.

En attendant, il faudra que les socialistes et les libéraux s'entendent. Quelles sont leurs marges?

La croissance fléchit et l'emploi se dégrade. Ce sera dur. Il y a la réforme fiscale, les demandes sociales. Cela nécessite que chacun prenne ses responsabilités. Le problème, comme je viens de le dire, c'est que le système électoral ne permet pas des choix clairs.

Faut-il dès lors réétaler dans le temps la réforme fiscale?

De notre point de vue, c'est une évidence rare. Et nous ne sommes apparemment pas les seuls à penser cela. J'ai cru comprendre que le PS ne prendrait pas le risque d'entrer dans un gouvernement qui ne répondrait pas aux besoins sociaux avant l'achèvement de la réforme fiscale. Le consensus minimal acceptable serait d'instaurer une cotisation sociale généralisée (CSG) pour financer les besoins sociaux et poursuivre l'effort fiscal. Mais il faudra que les libéraux l'acceptent.

Le Moc a toujours milité pour une politique de centre-gauche. Quelle va être votre attitude?

On a diversifié nos choix, réparti les risques. Nous sommes désormais en relation avec trois partis: le PS, Ecolo et le CDH. Nous allons continuer à vouloir les rapprocher. Ce n'est pas parce qu'Ecolo est groggy qu'on ne va plus continuer à leur demander de parler aux socialistes. Ce n'est pas parce que le CDH s'est clairement positionné au centre qu'on ne va plus encourager les convergences à gauche.

Nous analyserons à la loupe le programme du prochain gouvernement. La question qui se posera, c'est de savoir si ce compromis sera très détaillé ou s'il sera un élément de transition nécessaire à partir duquel il faudra jour après jour construire un rapport de force.

Pour les convergences à gauche, cela sera-t-il plus difficile entre un PS au pouvoir et un Ecolo dans l'opposition?

Il ne me semble pas qu'Ecolo ait retiré sa signature du document qu'il a signé avec le PS. Au contraire, il a choisi de rester dans les gouvernements wallon et francophone. Et dans l'opposition, je ne vois pas les verts tirer plus sur les socialistes que sur les libéraux.

© La Libre Belgique 2003

Cet article provient de <http://www.lalibre.be>

